



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 22 novembre 2007
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Statistiques financières trimestrielles des entreprises, troisième trimestre de 2007 3

Les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont augmenté de 5,8 % pour atteindre un sommet de 67,0 milliards de dollars au troisième trimestre. La hausse est en grande partie attribuable aux banques, à l'industrie du pétrole et du gaz, aux fabricants de véhicules automobiles et à leurs pièces ainsi qu'aux entreprises de télécommunications.

(suite à la page 2)

Fichier du réseau routier 2007

Le *Fichier du réseau routier* de 2007 est une représentation numérique du réseau routier national du Canada et contient des renseignements comme le nom, le type et l'orientation des rues ainsi que les tranches d'adresses. Ce fichier est accessible et peut être téléchargé gratuitement.

Le fichier comprend le réseau routier national, qui correspond au contenu des couches routières de la Base nationale de données géographiques en date de juillet 2007. Les applications de ce fichier pour les utilisateurs comprennent : la cartographie, le géocodage, la délimitation des régions et la maintenance de la base de données comme source indiquant les noms de rue et les emplacements.

Statistique Canada tient à jour l'information sur le réseau routier afin d'appuyer les activités du recensement et les autres activités de l'organisme pour lesquelles la position relative des caractéristiques du réseau routier est importante pour créer des cartes à des fins de navigation et de référence. Par conséquent, la précision de localisation relative a préséance sur la précision de localisation absolue. Ce fichier ne convient pas aux applications de génie, aux services de répartition d'urgence ni aux applications juridiques ou d'arpentage.

Le *Fichier du réseau routier* de 2007 ne remplace pas le *Fichier du réseau routier* de 2006, qui est un produit semblable offert dans la série des produits géographiques de 2006 et qui est utilisé en conjonction avec les produits et les services du Recensement de 2006.

Le *Fichier du réseau routier* de 2007 est offert en trois formats pour le Canada et les provinces ou les territoires individuels : ArcInfo®, en langage de balisage géographique (Geography Markup Language) et MapInfo®.

Le *Fichier du réseau routier* de 2007 (92-500-XWF, gratuit) et son guide de référence (92-500-GWF, gratuit) sont maintenant offerts en format électronique à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander ces fichiers, communiquez avec Info-Géo au 613-951-3889 (geohelp@statcan.ca), Division de la géographie.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Étude : Croissance du revenu réel au Canada et aux États-Unis, 1980 à 2006	6
Selon une nouvelle étude, entre 2000 et 2006, l'économie canadienne s'est redressée nettement plus vite que l'économie américaine au chapitre du revenu par habitant, soit exactement l'inverse de la situation observée avant le tournant du millénaire, laquelle était marquée par la faiblesse des prix des produits de base et la dépréciation du dollar canadien.	
Les établissements de soins pour bénéficiaires internes, 2005-2006	9
Statistiques sur le broyage, octobre 2007	10
La revue des céréales et des graines oléagineuses, septembre 2007	11
Livraisons des principales céréales, octobre 2007	11
Nouveaux produits	12

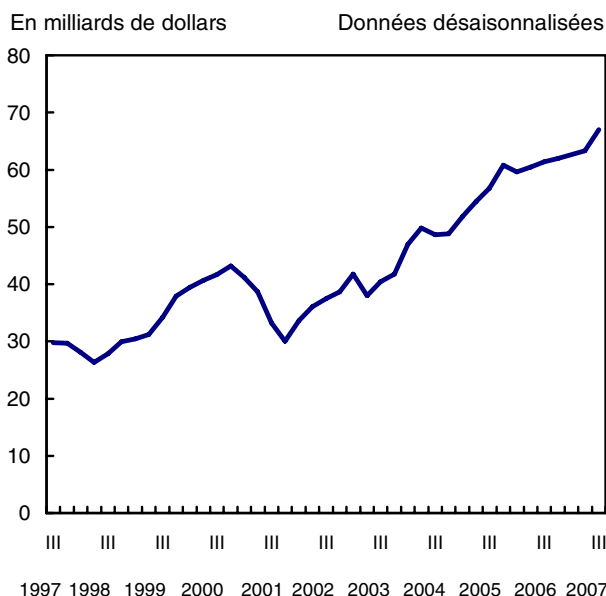
Communiqués

Statistiques financières trimestrielles des entreprises

Troisième trimestre de 2007 (données provisoires)

La hausse des bénéfices de l'industrie du pétrole et des banques a entraîné un redressement de 5,8 % des bénéfices d'exploitation au troisième trimestre, lesquels ont atteint un sommet de 67,0 milliards de dollars. La croissance observée au troisième trimestre était la plus forte en sept trimestres, mais la progression était surtout concentrée dans un petit nombre d'industries.

Les bénéfices d'exploitation tiennent le coup



Près de la moitié de l'essor enregistré au troisième trimestre provenait des banques et de l'industrie du pétrole et du gaz. Les fabricants de véhicules automobiles et de leurs pièces ainsi que les entreprises de télécommunications ont également enregistré des augmentations importantes des bénéfices. Ces augmentations étaient surtout attribuables aux frais exceptionnellement élevés inscrits par rapport aux bénéfices affichés au deuxième trimestre.

Les entreprises non financières ont réalisé 47,5 milliards de dollars de bénéfices, en hausse de 5,7 % par rapport au deuxième trimestre, où l'on avait enregistré un repli de 0,4 % des bénéfices. Les bénéfices des industries financières, lesquels se situaient à 19,4 milliards de dollars, étaient en hausse

Note aux lecteurs

Ces statistiques financières trimestrielles sont fondées sur une enquête-échantillon et représentent les activités de toutes les entreprises au Canada, à l'exclusion des sociétés gouvernementales et des sociétés sans but lucratif. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété et un même contrôle et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Les bénéfices d'exploitation représentent les bénéfices avant impôt réalisés dans le cours normal des activités des entreprises sans les frais d'intérêts sur les emprunts ni les réévaluations. Dans le cas des industries non financières, les rentrées d'intérêts et de dividendes ainsi que les gains et les pertes en capital ne sont pas compris dans les bénéfices d'exploitation. Dans le cas des industries financières, les recettes sous forme d'intérêts et de dividendes, les gains et les pertes en capital ainsi que les intérêts versés sur les dépôts entrent dans le calcul des bénéfices d'exploitation.

Les bénéfices après impôts sont les bénéfices nets réalisés par les sociétés.

de 6,2 % à la suite d'une hausse de 5,1 % inscrite au deuxième trimestre.

Les véhicules automobiles affichent la plus forte hausse des bénéfices du secteur de la fabrication

Dans l'ensemble, les bénéfices du secteur de la fabrication ont augmenté de 8,3 % pour s'établir à 11,7 milliards de dollars au troisième trimestre, mais sont demeurés bien au-dessous du plus récent sommet, lequel a atteint 12,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2004. Les bénéfices avaient fléchi pendant quatre des six trimestres précédents. Pour ce secteur, les recettes d'exploitation enregistrées au troisième trimestre étaient en baisse pour un deuxième trimestre consécutif. L'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières a récemment révélé que les ventes des fabricants suivent une tendance à la baisse depuis les six derniers mois, principalement en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Les fabricants de véhicules automobiles et de leurs pièces ont touché 0,6 milliard de dollars au troisième trimestre, comparativement à moins de 0,1 milliard de dollars au deuxième trimestre. Toutefois, les bénéfices enregistrés au deuxième trimestre ont été atténués par des frais d'exploitation exceptionnellement élevés, ce qui explique l'amélioration observée au troisième trimestre. Les bénéfices d'exploitation suivent une tendance à la baisse depuis le sommet de 2,5 milliards de dollars atteint au deuxième trimestre de 2000.

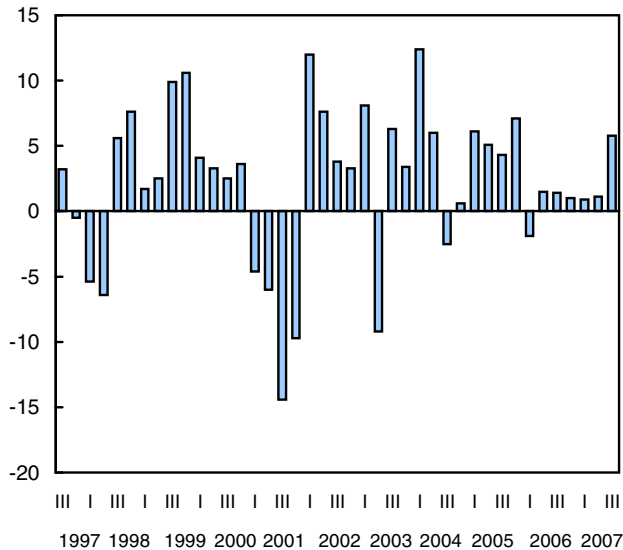
Les revenus d'exploitation des fabricants de véhicules automobiles et de leurs pièces ont diminué

pour un deuxième trimestre d'affilée, ayant affiché une baisse de 0,9 % pour s'établir à un creux de 31,7 milliards de dollars inégalé depuis quatre ans. Les exportations du matériel de transport ont fléchi, en raison des exportations réduites de camions et de pièces de véhicules automobiles attribuables à l'affaiblissement de la demande en provenance des États-Unis.

Les fabricants de papier et de produits en bois sont parvenus à obtenir des bénéfices d'exploitation de 0,1 milliard de dollars au troisième trimestre, après avoir enregistré une perte de 0,1 milliard de dollars au deuxième trimestre. Néanmoins, les bénéfices actuels sont faibles par rapport au sommet de 2,0 milliards de dollars atteint au deuxième trimestre de 2004.

Les banques et les sociétés pétrolières dominent la croissance des bénéfices

Variations en % des bénéfices



Les revenus d'exploitation des fabricants de papier et de produits en bois ont diminué pour un troisième trimestre d'affilée, en baisse de 5,9 % pour se chiffrer à 17,2 milliards de dollars. Les revenus trimestriels ont atteint un sommet de 21,0 milliards de dollars en 2004. Les grèves en cours dans l'Ouest canadien ont perturbé la production du bois d'oeuvre au troisième trimestre. Les exportations de bois d'oeuvre et de papier ont été tempérées par l'affaiblissement de la demande en provenance du sud de la frontière. Par ailleurs, le rendement des exportateurs continue de souffrir des effets de l'appréciation du dollar canadien.

Les bénéfices d'exploitation des fabricants des produits du pétrole et du charbon ont progressé de 3,0 % pour se fixer à 3,4 milliards de dollars, grâce à la demande constante et aux prix élevés du pétrole. Par ailleurs, les fabricants de produits chimiques et de produits en plastique ont perdu du terrain, leurs bénéfices ayant chuté de 10,3 % pour s'établir à 1,4 milliard de dollars.

Les prix élevés du pétrole brut alimentent les bénéfices de l'industrie du pétrole et du gaz

Les bénéfices de 8,0 milliards de dollars du secteur de l'extraction pétrolière et gazière étaient les plus élevés en quatre trimestres, ayant affiché une hausse de 9,6 % par rapport au deuxième trimestre. Les prix du pétrole brut au pays et à l'exportation ont été renforcés durant le trimestre, mais ces augmentations ont été, dans une certaine mesure, compensées par la baisse des prix du gaz naturel.

Autres secteurs non financiers

L'industrie de l'information et l'industrie culturelle ont vu leurs bénéfices s'accroître pour passer de 2,7 milliards de dollars au deuxième trimestre à 3,4 milliards de dollars. Dans ce groupe, les entreprises de télécommunications ont enregistré des bénéfices plus près de la normale, soit de 2,5 milliards de dollars, après avoir connu une chute au deuxième trimestre, leurs bénéfices se chiffrant alors à 2,0 milliards de dollars en raison d'une importante dépense unique au chapitre de la rémunération comptabilisée pendant ce trimestre.

Les bénéfices de 4,8 milliards de dollars des grossistes dépassaient de 3,1 % leurs niveaux inscrits au deuxième trimestre. Les revenus d'exploitation sont demeurés essentiellement stables (+0,3 %), après avoir affiché une croissance de 1,9 % au deuxième trimestre.

Les détaillants ont déclaré une hausse de 3,9 % de leurs bénéfices d'exploitation, lesquels ont atteint 4,1 milliards de dollars. Les recettes d'exploitation ont légèrement augmenté de 0,5 %, après avoir enregistré une croissance beaucoup plus prononcée au cours des deux trimestres précédents.

Les banques dominent le secteur financier

Les bénéfices d'exploitation du secteur financier ont grimpé de 6,2 % pour atteindre un sommet de 19,4 milliards de dollars, après avoir inscrit une hausse de 5,1 % au deuxième trimestre.

Les banques à charte ont déclaré des bénéfices d'exploitation record de 8,0 milliards de dollars, en

hausse de 12,2 % par rapport au trimestre précédent. Les bénéfices des banques ont augmenté pendant six trimestres consécutifs. Au dernier trimestre, la majeure partie de la croissance des bénéfices était attribuable à une progression des revenus nets d'intérêts. Les charges annoncées récemment concernant les papiers commerciaux adossés à des actifs ne sont pas comprises dans ces résultats, mais pourraient influencer sur les résultats du quatrième trimestre.

Les bénéfices des intermédiaires de crédit autres que de dépôt, qui se situaient à 2,4 milliards de dollars, ont augmenté de 8,5 % par rapport au deuxième trimestre. Les bénéfices des sociétés d'assurance-vie ont reculé de 5,0 %, tandis que les bénéfices des sociétés d'assurance biens et risques divers sont demeurés stables.

Ratios de rentabilité

La marge bénéficiaire d'exploitation s'est raffermie, passant de 8,5 % au cours de chacun des deux premiers trimestres de 2007 à 8,9 % au cours du troisième trimestre.

Le rendement de l'avoir propre des actionnaires s'est fixé à 12,3 % comparativement à 11,7 % au

trimestre précédent. Cette mesure des bénéfices avait atteint un sommet de 14,3 % au deuxième trimestre de 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 187-0001 et 187-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2501.

Le numéro du troisième trimestre de 2007 de la publication *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données du quatrième trimestre de 2007 sur les statistiques financières des entreprises seront diffusées le 21 février 2008.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Louise Noel au 613-951-2604 ou composez sans frais le 1-888-811-6235. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Danielle Lafontaine-Sorgo au 613-951-2634 (danielle.lafontaine-sorgo@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Statistiques financières trimestrielles des entreprises

	Troisième trimestre de 2006 ^r	Deuxième trimestre de 2007 ^r	Troisième trimestre de 2007 ^p	Troisième trimestre de 2006 au troisième trimestre de 2007	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2007
Données désaisonnalisées					
	en milliards de dollars		variation en %		
Toutes les branches d'activité					
Revenus d'exploitation	721,8	748,5	752,4	4,2	0,5
Bénéfices d'exploitation	61,4	63,3	67,0	9,1	5,8
Bénéfices après impôts	41,3	43,1	46,0	11,3	6,7
Branches d'activité non financières					
Revenus d'exploitation	652,0	676,4	678,2	4,0	0,3
Bénéfices d'exploitation	44,5	45,0	47,5	6,9	5,7
Bénéfices après impôts	30,9	31,1	33,9	9,8	9,0
Branches d'activité financières					
Revenus d'exploitation	69,7	72,1	74,2	6,4	2,9
Bénéfices d'exploitation	16,9	18,3	19,4	14,7	6,2
Bénéfices après impôts	10,4	12,0	12,1	15,6	0,8

^r révisé

^p provisoire

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

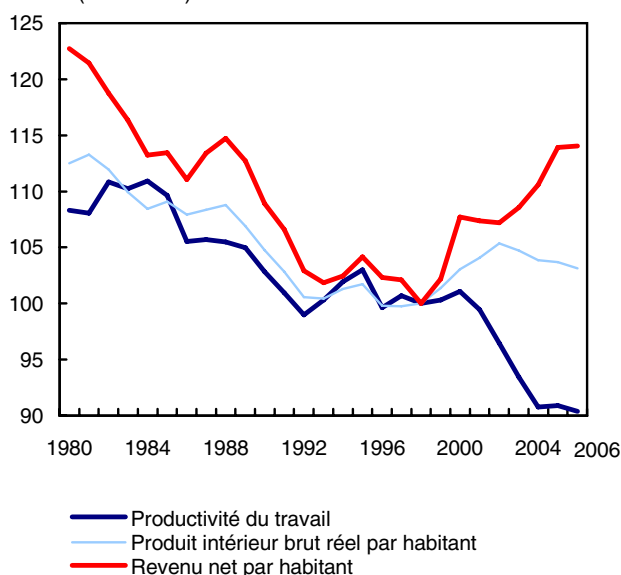
Étude : Croissance du revenu réel au Canada et aux États-Unis

1980 à 2006

Entre 2000 et 2006, l'économie canadienne s'est redressée nettement plus vite que celle des États-Unis au chapitre du revenu par habitant. Le revenu réel par habitant a augmenté de 9,1 % aux États-Unis durant cette période, tandis qu'il a crû de 15,5 % au Canada, soit à un rythme près de deux tiers plus élevé qu'aux États-Unis.

Le Canada par rapport aux États-Unis

Indice (1998=100)



Selon une nouvelle étude, cette situation est exactement l'inverse de celle observée avant le tournant du millénaire, laquelle était marquée par la faiblesse des prix des produits de base et la dépréciation du dollar canadien.

L'étude montre que la longue tendance à la baisse de l'économie canadienne avant 1999 s'est inversée en très peu de temps. En trois ans, le revenu réel, comparativement à celui des États-Unis, est remonté aux niveaux observés pour la dernière fois au milieu des années 1980. Une grande partie de ce «renversement de fortune» est attribuable à l'économie de ressources du Canada.

Au cours des 20 années qui ont précédé l'an 2000, l'économie américaine avait tendance à s'accroître plus vite que l'économie canadienne, que la mesure utilisée soit la productivité du travail, le produit intérieur brut

Note aux lecteurs

On entend par «revenu réel» le revenu national net (RNN) réel, qui est une mesure du pouvoir d'achat réel du revenu qui reste au Canada après avoir pris en compte le rendement de l'investissement international et la consommation de capital.

Le RNN réel est reconnu officiellement comme agrégat comptable dans le Système de comptabilité nationale de 1993. Trois différences comptables le relient au produit intérieur brut (PIB) réel.

La première est le gain commercial, qui fluctue selon les variations de prix relatifs, principalement les termes de l'échange. Le gain commercial est saisi à l'aide du même déflateur pour les exportations et les importations. Lorsque le gain commercial est ajouté au (PIB) réel, la mesure obtenue est appelée revenu intérieur brut (RIB) réel.

La deuxième différence comptable est le revenu net reçu de l'étranger. Lorsque les étrangers investissent au Canada, leurs investissements produisent un rendement qui peut être rapatrié. De même, le rendement des investissements étrangers des Canadiens peut être rapatrié au Canada. Le mouvement net chaque année fait augmenter ou diminuer les gains qui reviennent aux Canadiens. Lorsque le mouvement net réel est ajouté au RIB réel, on obtient le revenu national brut (RNB) réel, agrégat appelé auparavant produit national brut réel.

La troisième différence comptable est la dépréciation du stock de capital physique existant. Chaque année, l'usure normale et la détérioration ainsi que l'obsolescence et les accidents font diminuer le stock de capital physique. S'il n'est pas maintenu ou remplacé, le stock de capital physique sera réduit chaque année, entraînant ultérieurement une baisse du niveau de vie au Canada. Lorsque la dépréciation réelle est ajoutée au RNB réel, on obtient le RNN réel, agrégat appelé auparavant produit national net réel.

(PIB) réel par habitant ou le revenu réel par habitant. En fait, le rendement de l'économie canadienne est plus faible lorsqu'il est mesuré selon le revenu réel que lorsqu'il l'est selon la productivité du travail ou le PIB réel par habitant.

L'étude révèle qu'entre 1980 et 1989 et qu'entre 1990 et 1999, la productivité du travail, le PIB réel par habitant et le revenu réel par habitant ont tous augmenté plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada. Après 2000, la productivité du travail aux États-Unis a continué de s'accroître plus rapidement qu'au Canada, tandis que la croissance du PIB réel par habitant était comparable dans les deux pays.

Toutefois, dans le cas du revenu réel par habitant, la situation s'est inversée après le tournant du millénaire. Entre 2000 et 2006, le revenu réel par habitant aux États-Unis a progressé de 9,1 % seulement. Au Canada, il a augmenté de 15,5 %.

Selon l'étude, la croissance de l'économie canadienne témoigne des avantages de la diversification attribuable à sa base de ressources. Une économie diversifiée présente quelques-uns des mêmes

avantages qu'un portefeuille d'investissement diversifié. Certains secteurs peuvent décliner lentement sur de longues périodes, puis connaître un revirement soudain et spectaculaire. Le Canada a justement vécu une telle expérience.

Toutes les mesures indiquent un déclin relatif à long terme de l'économie canadienne avant l'an 2000

Avant l'an 2000, toutes les mesures indiquaient un déclin à long terme de l'économie canadienne par rapport à celle des États-Unis.

Il s'agit des années au cours desquelles l'économie de ressources au Canada était en décroissance. La production de ressources en pourcentage du PIB diminuait partout dans le monde. Les prix relatifs des produits de base étaient en baisse. Les gains des étrangers provenant de leurs investissements au Canada étaient supérieurs aux gains des Canadiens provenant de leurs investissements à l'étranger, et l'écart avait tendance à s'accroître chaque année. Par conséquent, le revenu réel n'a pas crû au même rythme que le PIB réel.

Tout cela a changé avec l'essor des produits de base qu'a connu le Canada après 2003. Les prix à l'exportation sont montés en flèche, le dollar canadien s'est apprécié et les prix des produits importés ont chuté. Le revenu canadien provenant d'investissements à l'étranger a fortement augmenté par rapport aux paiements à l'étranger.

En même temps, la Chine et l'Inde émergeaient en tant que participants importants dans l'économie mondiale, ayant contribué à une augmentation spectaculaire de la croissance du revenu réel au Canada par rapport à la croissance du PIB. Ce phénomène a également eu une incidence sur les comparaisons entre le Canada et les États-Unis.

Les améliorations des termes de l'échange font augmenter le revenu réel au Canada

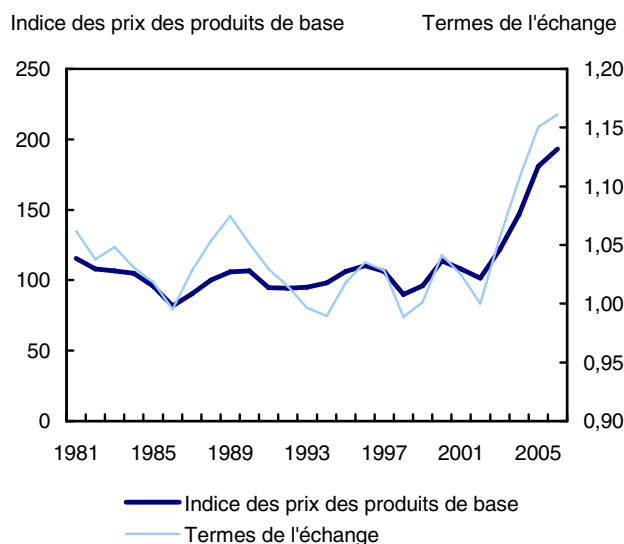
Les «termes de l'échange» représentent un ratio important qui permet de déterminer l'effet sur l'économie canadienne des variations des prix des produits de base, des prix des biens de consommation importés et de la valeur du dollar canadien. Il s'agit du rapport entre les prix des exportations et ceux des importations.

Lorsque le ratio augmente, la valeur des exportations canadiennes est à la hausse. Les exportations permettent alors d'acheter plus d'importations qu'auparavant. Une augmentation

des termes de l'échange indique que la quantité de biens et de services que les Canadiens peuvent acheter augmente grâce à leurs gains.

L'étude révèle que les termes de l'échange du Canada, sous l'effet de la hausse des prix des produits de base, de la baisse des prix des biens importés et de la vigueur du dollar canadien, ont fortement contribué à la croissance du revenu réel au Canada. Les termes de l'échange se sont améliorés de façon appréciable, ayant augmenté le pouvoir d'achat des revenus réels au Canada de 2002 à 2006.

Les termes de l'échange du Canada par rapport à l'indice des prix des marchandises de la Banque du Canada



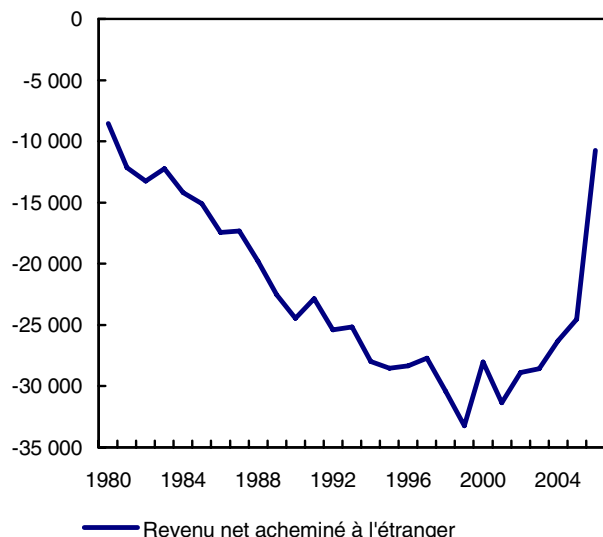
Parallèlement, l'essor des prix des produits de base a freiné la croissance du revenu réel aux États-Unis. Par conséquent, la croissance du revenu réel au Canada a été nettement supérieure à celle du revenu réel aux États-Unis après 2002.

Le revenu net reçu de l'étranger contribue à la croissance du revenu réel

L'étude a également révélé qu'après 2000, le revenu des investissements internationaux a contribué à la croissance du revenu réel chaque année, contrairement aux années 1980 et 1990, alors qu'il avait tendance à diminuer la croissance du revenu réel.

Revenu net canadien acheminé à l'étranger

En millions de dollars



Entre 1980 et 2001, le montant net de revenu envoyé à l'étranger chaque année a augmenté. En 1980, les Canadiens ont perçu 8,5 milliards de dollars de moins de leurs investissements étrangers que les étrangers en ont tiré de leurs investissements au Canada.

Au cours des 20 années suivantes, le montant du revenu qu'ont touché les étrangers de leurs investissements au Canada a augmenté plus rapidement que celui perçu par les Canadiens de leurs investissements à l'étranger.

En 1999, les revenus des investissements canadiens à l'étranger étaient 33,2 milliards de dollars inférieurs à ceux des investissements étrangers au Canada.

À partir de 2000, le revenu des investissements canadiens à l'étranger a connu une accélération, particulièrement de 2005 à 2006. Le revenu des investissements étrangers au Canada n'a pas suivi le même rythme, et le montant d'argent acheminé à l'étranger chaque année a diminué. En 2006, il était passé à 10,8 milliards de dollars seulement, soit un montant semblable à celui observé en 1980.

Le document de recherche «Croissance du revenu réel du Canada et des États-Unis avant et après 2000 : renversement des fortunes», qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique* (11F0027MIF2007048, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Les établissements de soins pour bénéficiaires internes

2005-2006

Les 4 291 établissements de soins pour bénéficiaires internes au Canada (publics, privés et à but non lucratif) ont pris soin d'un nombre croissant de personnes au cours de l'année financière 2005-2006, allant des personnes âgées aux personnes souffrant de troubles mentaux.

Ces établissements ont fourni des soins à 235 916 résidents, en hausse de 2,3 % par rapport à 2004-2005, selon les plus récentes données de l'Enquête sur les établissements de soins pour bénéficiaires internes.

Le secteur des soins résidentiels a enregistré des dépenses totales de 13,7 milliards de dollars et des revenus se chiffrant à 13,5 milliards de dollars. Les dépenses ont crû d'un peu moins d'un milliard de dollars, alors que les revenus ont crû d'un peu plus d'un milliard de dollars.

Les résidences pour personnes âgées ont dominé l'industrie, ayant représenté 49 % des établissements, 82 % des lits et 80 % des revenus. Les établissements pour personnes souffrant de troubles mentaux constituaient 45 % des établissements, 15 % des lits et 16 % des revenus. Le reste était formé d'établissements tels que ceux pour les sans-abri, les délinquants et les personnes handicapées.

Le secteur privé était prépondérant en ce qui a trait à la fourniture de services aux personnes âgées. Les établissements privés représentaient 40 % des dépenses totales de ces établissements en 2005-2006, comparativement à 33 % pour les établissements publics et à 28 % pour les établissements à but non lucratif.

Les établissements privés représentaient également plus de la moitié (54 %) des résidences pour personnes âgées, alors que les établissements à but non lucratif et les établissements publics se partageaient le reste à peu près également.

Le secteur privé disposait de 81 085 lits approuvés dans les établissements pour personnes âgées en 2005-2006. Cela correspond à presque la moitié (49 %) de l'ensemble des lits. Les établissements privés comptaient 76,4 lits par établissement. Ils étaient plus petits que les établissements à but non lucratif, qui en comptaient 95,1 et que les établissements publics, qui en comptaient 89,1.

Bien qu'ils représentaient près de la moitié des lits, les établissements privés pour personnes âgées ne disposaient que de 43 % des employés à temps plein, de 37 % des employés à temps partiel, de 39 % des heures rémunérées et de 36 % des salaires.

Par conséquent, les ratios par lit des établissements privés sont inférieurs à ceux des autres types d'établissements. Par exemple, les établissements privés ont indiqué une moyenne de 1 154 heures rémunérées par lit comparativement à 1 598 heures pour les établissements publics et à 1 892 heures pour les établissements à but non lucratif.

Les résidences privées (à but lucratif) pour personnes âgées ont fourni leurs services à un coût moindre que les établissements publics ou les établissements à but non lucratif en 2005-2006. Ils avaient des dépenses moyennes de 39 001 \$ par lit comparativement à 52 845 \$ pour les établissements à but non lucratif et à 59 421 \$ pour les établissements publics au Canada hors Québec.

Cette différence se maintenait même après avoir considéré le niveau de soins offert et la taille de l'établissement. Les établissements privés affichaient le niveau de dépenses par lit le plus faible, les établissements publics avaient le niveau le plus élevé et les établissements à but non lucratif se retrouvaient à un niveau intermédiaire.

Nota : Les dépenses par lit ont été calculées pour toutes les résidences pour personnes âgées au Canada, à l'exclusion de celles du Québec, pour lesquelles les données par niveau de soins n'existent pas. Le niveau de soins «faible» correspond aux niveaux de type 1 ou plus bas. Le niveau «moyen» correspond au niveau de type II dans lesquels les résidents nécessitent de la surveillance de la part de médecins ou d'infirmières. Le niveau de soins «élevé» correspond aux soins de type III et plus dans lesquels les résidents nécessitent des soins médicaux et infirmiers expérimentés.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 107-5501 à 107-5512.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3210.

La publication *Les établissements de soins pour bénéficiaires internes* (83-237-XWF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Baudelaire Augustin au 613-951-6083 (baudelaire.augustin@statcan.ca) ou avec David Coish au 613-951-4800 (david.coish@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1746 (hd-ds@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. Télécopieur : 613-951-4198. □

Caractéristiques des résidences pour personnes âgées, Canada hors Québec

	Privés	Sans but lucratif	Publics	Total
Établissements	1 006	447	420	1 873
Lits approuvés	81 085	42 645	42 448	166 178
Bénéficiaires	75 837	40 910	40 751	157 498
Lits par établissement	76,4	95,1	89,1	83,7
Employés à temps plein	35 844	21 297	25 501	82 642
Employés à temps partiel	28 287	23 704	24 099	76 090
Nombre d'heures rémunérées	93 581 437	68 148 712	80 326 691	242 056 840
Traitements et salaires (en milliers de dollars)	1 841 283	1 432 998	1 806 979	5 081 260
Total des dépenses (en milliers de dollars)	3 162 377	2 253 585	2 522 321	7 938 283
Total des revenus (en milliers de dollars)	3 347 388	2 248 755	2 484 689	8 080 832

Dépenses par lit dans les résidences pour personnes âgées par type de propriété, niveau de soins et taille d'établissement, Canada hors Québec

Niveau de soins et taille d'établissement	Type de propriété			
	Privé	Sans but lucratif	Public	Tous les types de propriété
Dépenses par lit (en dollars)				
Faible				
Moins de 50 lits	15 440	28 413	57 513	18 101
50 à 99 lits	20 212	35 404	48 162	24 862
100 lits et plus	21 430	35 375	44 492	29 975
Moyen				
Moins de 50 lits	39 677	54 471	63 553	52 841
50 à 99 lits	42 226	52 687	52 235	46 185
100 lits et plus	41 583	54 928	57 448	48 343
Élevé				
Moins de 50 lits	42 167	56 284	63 026	57 681
50 à 99 lits	48 505	53 214	58 403	53 305
100 lits et plus	45 737	57 273	62 958	55 329
Tous les établissements	39 001	52 845	59 421	47 770

Statistiques sur le broyage

Octobre 2007

Les tritrateurs canadiens ont broyé une quantité record de 350 661 tonnes métriques de canola en octobre. La production d'huile s'est chiffrée à 144 620 tonnes en octobre, et celle de tourteaux a atteint 211 373 tonnes.

Le sommet mensuel précédent remonte à décembre 2006 alors que 332 352 tonnes métriques de canola avaient été broyées.

Au cours des trois premiers mois de la campagne agricole de 2007-2008, 1 005 239 tonnes métriques de graines de canola ont été broyées, en hausse de 12,7 % par rapport à la même période de l'année précédente et de 31,6 % par rapport à la moyenne décennale.

Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3404.

Le numéro d'octobre 2007 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, gratuite) paraîtra en décembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (agriculture@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

La revue des céréales et des graines oléagineuses

Septembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de septembre de *La revue des céréales et des graines oléagineuses*. Le numéro de septembre comprend le supplément des prix, 2006-2007, de même qu'un aperçu de la conjoncture d'octobre.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3401, 3403, 3404, 3443, 3464, 3476 et 5046.

Le numéro de septembre 2007 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses*, vol. 30, n° 9 (22-007-XIB, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (agriculture@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Livraisons des principales céréales

Octobre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données d'octobre sur les livraisons des principales céréales.

Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3403, 3404 et 3443.

Le numéro d'octobre 2007 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, gratuite) paraîtra en décembre.

Pour obtenir des renseignements généraux ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (agriculture@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE) : «Croissance du revenu réel du Canada et des États-Unis avant et après 2000 : renversement des fortunes», n° 48
Numéro au catalogue : 11F0027MIF2007048
(gratuit).

La revue des céréales et des graines oléagineuses, septembre 2007, vol. 30, n° 9
Numéro au catalogue : 22-007-XIB
(gratuit).

Commerce de détail, septembre 2007, vol. 79, n° 9
Numéro au catalogue : 63-005-XWF
(gratuit).

Établissements de soins pour bénéficiaires internes, 2005-2006
Numéro au catalogue : 83-237-XWF
(gratuit).

Fichier du réseau routier, 2007
Numéro au catalogue : 92-500-XWF
(gratuit).

Fichier du réseau routier : guide de référence, novembre 2007
Numéro au catalogue : 92-500-GWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF 11-070-150-00000001	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 8 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements au travail et les services de transport urbain, soit le mode le plus écoénergétique du cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, négative.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice des offres d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Aide au revenu personnel, novembre 1996 - Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.